



ERRATUM

**Sous-commission paritaire pour les services des
aides familiales et des aides seniors de la Com-
munauté française, de la Région wallonne et de
la Communauté germanophone**

**CCT n° 157040/CO/318.01
du 23/09/2019**

Correction dans les deux langues :

- A l'article 1^{er}, « § 2 » doit être ajouté avant le se-
cond alinéa de l'article.
- A l'article 7, « § 1 » doit être supprimé.
- L'article 7, troisième alinéa doit être corrigé
comme suit, et ceci dans les deux langues :
« Elle peut être dénoncée par une des parties
moyennant un préavis de trois mois, notifié par
lettre recommandée à la poste adressée au pré-
sident de la Sous-commission paritaire pour les
services des aides familiales et des aides se-
niors **de la Communauté française, de la Ré-
gion wallonne et de la Communauté germa-
nophone**. Le délai de trois mois prend cours à
partir de la date à laquelle la lettre recomman-
dée est envoyée au président de la sous-com-
mission paritaire. »

Décision du **6 -11- 2020**

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor de diensten voor ge-
zins- en bejaardenhulp van de Franse Ge-
meenschap, het Waalse Gewest en de Duitsta-
lige Gemeenschap**

**CAO nr. 157040/CO/318.01
van 23/09/2019**

Verbetering in beide talen :

- In artikel 1, moet « § 2 » ingevoerd worden
vóór de tweede lid.
- In artikel 7, moet « § 1 » geschrapt worden.
- Artikel 7, derde lid moet als volgt verbeterd
worden : « Zij kan worden opgezegd door elk
van de partijen, met een opzeggingstermijn
van drie maanden, gericht bij een ter post
aangetekend schrijven aan de voorzitter van
het Paritair Subcomité voor de diensten voor
gezins- en bejaardenhulp **van de Franse Ge-
meenschap, het Waalse Gewest en de
Duitstalige Gemeenschap**. De termijn van
drie maanden neemt ingang vanaf de datum
waarop de aangetekende brief wordt verzon-
den naar de voorzitter van het paritair subco-
mité. »

Beslissing van **6 -11- 2020**

**Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone
SCP 318.01**

Convention collective de travail du 23 septembre 2019 fixant les conditions de paiement d'une prime de fin d'année au personnel ouvrier (sauf aides familiaux et gardes à domicile sous statut ouvrier)

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1

§1. La présente Convention Collective de Travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services qui ressortissent à la Sous-Commission Paritaire pour les services d'aides familiales et aides seniors et subventionnés par la Région wallonne.

§2 On entend par « travailleurs », les ouvriers et ouvrières, hommes et femmes, à l'exclusion des aides familiaux et des gardes à domicile.

CHAPITRE II – MODALITES D'APPLICATION

Article 2

L'employeur est tenu de payer une prime de fin d'année aux travailleurs visés à l'article 1^{er}.

Article 3

Le montant de la prime de fin d'année se compose de deux parties. Une partie forfaitaire et une partie variable.

Article 4

§1. Le montant de la prime de fin d'année 2009 s'élevait à 223,10 € pour la partie forfaitaire. Le montant de la partie variable s'élevait à 0,0744 € par heure de travail subsidiée pendant l'année civile en cours.

§2. En application de l'Accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011 du 24 février 2011, le montant forfaitaire total à payer à partir du 1^{er} octobre 2010 était de 295,59 € brut/personne physique et de 0,0744 € de l'heure subsidiée pour la partie variable.

§3. En application de l'Accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2018-2020 du 2 mai 2019, le montant forfaitaire total à payer à partir du 1^{er} janvier 2019 est de 371,37 € bruts/personne physique majoré de 203,47€ à partir du 1^{er} janvier 2019 et de 0,0854 €/heure subsidiée pour la partie variable.

§4. Les montants visés aux paragraphes précédents correspondent à l'indice-pivot 126,94 (base 2004 = 100), pourcentage de liquidation 1,3728.

§5. Les travailleurs entrés en service au cours de l'année civile ont droit, prorata temporis, à la partie forfaitaire et à la partie variable de la prime précitée.

La prime de fin d'année est due aux travailleurs qui sont licenciés – pour des raisons autre que la faute grave – ou qui démissionnent au cours de l'année et ce, au prorata de leurs prestations.

La partie forfaitaire de la prime est accordée quel que soit le régime de travail. Elle est également due pendant un an aux travailleurs en suspension de contrat.

§6. Les montants convenus dans les CCT signées par les fédérations ou les services s'ajoutent aux montants prévus à l'article 4 §1, 2 et 3 de la présente CCT.

Article 5

§1 La prime de fin d'année est payée au plus tard avec le solde du salaire du mois de décembre de l'année à laquelle elle se rapporte.

§2 Pour 2019, le complément de 203,47€ par personne physique sera versé aux travailleurs pour autant que le gouvernement ait pris les dispositions nécessaires auprès de l'AVIQ permettant le versement aux services.

§3 Pour le paiement à partir de l'année 2020, une négociation aura lieu avant fin 2019 pour établir les modalités de paiement du complément de la prime de fin d'année payé aux travailleurs (complément tel que déterminé à l'article 4 §3).

Article 6

§1. A partir du 1^{er} janvier 2013, les montants mentionnés à l'article 4 sont liés à l'indice des prix à la consommation du Royaume, établi mensuellement par le Service public fédéral Economie et publié au Moniteur belge.

§2. Par indice-pivot, il faut entendre les nombres appartenant à une série dont le premier est 119,62 et dont chacun des suivants est obtenu en multipliant par 1.02 l'indice-pivot précédent, lui-même arrondi ; les fractions de centième de point étant arrondies au centième de point supérieur ou négligées selon qu'elles atteignent ou non 50 % d'un centième. Le tableau suivant est donné à titre exemplatif mais non limitatif :

119,62
122,01
124,45
126,94
129,48
132,07
134,71
137,41
140,15
142,96
145,82
148,73

§3. Chaque fois que l'indice des prix atteint l'un des indices-pivots ou est ramené à l'un d'eux, les montants mentionnés à l'article 4 qui sont applicables à ce moment sont calculés à nouveau en les affectant du coefficient 1.02n, « n » représentant le rang de l'indice-pivot atteint. Pour le calcul du coefficient 1.02n, les fractions de dix millièmes d'unité sont arrondies ou négligées selon qu'elles atteignent ou non 50 % d'un dix millièmes.

§4. Les adaptations des montants mentionnés à l'article 4 découlant de la liaison à l'indice des prix à la consommation, sont calculées en tenant compte de la troisième décimale. Le résultat est arrondi au cent supérieur lorsque la troisième décimale est égale ou supérieure à 5 et au cent inférieur lorsque la troisième décimale est inférieure à 5.

§5. L'augmentation des montants visés au paragraphe 1^{er} selon le calcul prévu au paragraphe 4 est appliquée à partir du deuxième mois qui suit le mois dont l'indice quadrimestriel atteint l'indice-pivot repris au paragraphe 3 du présent article.

CHAPITRE III – DISPOSITIONS FINALES

Article 7

§1. Les partenaires sociaux s'engagent à avertir le Gouvernement de la Région wallonne de la bonne exécution de la présente CCT.

La présente Convention Collective de Travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Sous-Commission Paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors.* Le délai de trois mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au Président de la SCP.

* de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone

**Paritair subcomité voor de diensten voor gezins- en
bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige
Gemeenschap**

PSC 318.01

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 september 2019 tot vaststelling van de
betalingsvoorwaarden van een eindejaarspremie aan de arbeiders (behalve
gezinshulpen en thuiswachten met een arbeidersstatuut)**

HOOFDSTUK I TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

§1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers van de diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en die gesubsidieerd zijn door het Waalse Gewest.

§2 Onder "werknemers" wordt verstaan, de arbeiders en arbeidsters, mannen en vrouwen, met uitsluiting van de gezinshulpen en van de thuiswachten.

HOOFDSTUK II – Toepassingsmodaliteiten

Artikel 2

De werkgever is verplicht om een eindejaarspremie te betalen aan de werknemers bedoeld in artikel 1.

Artikel 3.

Het bedrag van de eindejaarspremie bestaat uit twee delen. Een forfaitair deel en een variabel deel.

Artikel 4

§1. Het bedrag van de eindejaarspremie 2009 bedroeg 223,10€ voor het forfaitaire deel. Het bedrag van het variabel gedeelte bedroeg 0,0744 € per gesubsidieerd werkuur tijdens het lopend kalenderjaar.

§2. Met toepassing van het tripartiete raamakkoord voor de Waalse privé non-profitsector 2010-2011 van 24 februari 2011, bedroeg het totale forfaitaire te betalen bedrag vanaf 1 oktober 2010 295,59 € bruto/natuurlijke persoon en 0,0744€ per gesubsidieerd uur voor het variabele deel.

§3 Met toepassing van het tripartiete raamakkoord voor de Waalse privé non-profitsector 2018-2020 van 2 mei 2019, bedraagt het totale te betalen forfaitaire bedrag vanaf 1 januari 2019 371,37€ bruto/natuurlijke persoon verhoogd met 203,47€ vanaf 1 januari 2019 en 0,0854 €/gesubsidieerd uur voor het variabele deel.

§4. De bedragen vermeld in de vorige paragrafen stemmen overeen met de spilindex 126,94 (basis 2004=100), vereffeningspercentage 1,3728.

§5. De werknemers die in dienst getreden zijn in de loop van het kalenderjaar hebben recht, prorata temporis, op het forfaitaire deel en op het variabele deel van de voornoemde premie.

De eindejaarspremie is verschuldigd aan de werknemers die worden ontslagen - om andere redenen dan de ernstige tekortkoming - of die ontslag geven in de loop van het jaar en dit, naar rato van hun prestaties.

Het forfaitaire deel van de premie wordt toegekend ongeacht het arbeidsstelsel. Het is eveneens gedurende een jaar verschuldigd aan de werknemers wier overeenkomst is geschorst.

§6. De bedragen overeengekomen in de cao's ondertekend door de federaties of de diensten worden toegevoegd aan de bedragen bepaald in artikel 4 §1, 2 en 3 van deze cao.

Artikel 5

§1 De eindejaarspremie wordt uiterlijk betaald met het saldo van het loon van de maand december van het jaar waarop deze betrekking heeft.

§2 Voor 2019 zal de aanvulling van 203,47€ per natuurlijke persoon aan de werknemers worden gestort voor zover de regering de nodige maatregelen genomen heeft bij het AVIQ die de storting aan de diensten mogelijk maken.

§3 Voor de betaling vanaf het jaar 2020 zullen onderhandelingen plaatsvinden voor eind 2019 om de betalingsmodaliteiten vast te stellen van de aanvulling bij de eindejaarspremie die betaald wordt aan de werknemers (aanvulling zoals bepaald in artikel 4 §3).

Artikel 6

§1 Vanaf 1 januari 2013 worden de bedragen vermeld in artikel 4 gekoppeld aan de index van de consumptieprijzen van het Koninkrijk, die maandelijks wordt opgesteld door de Federale Overheidsdienst Economie en bekend gemaakt in het Belgisch Staatsblad.

§2 Onder spilindex moeten de getallen worden verstaan die behoren tot een reeks waarvan het eerste 119,62 is en waarvan elk van de volgende wordt verkregen door de vorige spilindex te vermenigvuldigen met 1.02, zelf afgerond; waarbij de breuken van honderdste punt worden afgerond naar het hogere honderdste punt of weggelaten, naargelang zij al dan niet 50 percent van een honderdste bereiken. De volgende tabel wordt bij wijze van voorbeeld maar niet limitatief gegeven:

119,62
122,01
124,45
126,94
129,48
132,07
134,71
137,41
140,15
142,96
145,82
148,73

§3 Telkens de consumptieprijsindex één van de spilindexen bereikt of tot één ervan wordt teruggebracht, worden de bedragen vermeld in artikel 4 die op dat moment van toepassing zijn opnieuw berekend en voorzien van de coëfficiënt 1.02ⁿ, waarbij « n » de rang van de bereikte spilindex weergeeft. Voor het berekenen van de coëfficiënt 1.02ⁿ worden de breuken van een tienduizendste van een eenheid afgerond tot het hogere tienduizendste of weggelaten, naargelang zij al dan niet 50% van een tienduizendste bereiken.

§4 De aanpassingen van de bedragen vermeld in artikel 4 die voortvloeien uit de koppeling aan de consumptieprijsindex worden berekend rekening houdend met de derde decimaal. Het resultaat wordt afgerond naar het hogere honderdtal wanneer de derde decimaal gelijk of hoger is dan 5 en naar het lagere honderdtal wanneer de derde decimaal lager is dan 5.

§5. De verhoging van de bedragen bedoeld in paragraaf 1 volgens de berekening waarin voorzien is in paragraaf 4 wordt toegepast vanaf de tweede maand die volgt op de maand waarvan de viermaandelijke index de spilindex bereikt die opgenomen is in paragraaf 3 van dit artikel.

HOOFDSTUK III - SLOTBEPALINGEN

Artikel 7

§1 De sociale partners verbinden zich ertoe om de Regering van het Waalse Gewest op de hoogte te brengen van de goede uitvoering van deze cao.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2019. Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen, met een opzeggingstermijn van drie maanden, gericht bij een ter post aangetekend schrijven aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp.* De termijn van drie maanden neemt ingang vanaf de datum waarop de aangetekende brief wordt verzonden naar de voorzitter van het PSC.

* van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap